



The
power of
vote
EU

Pour une Europe qui favorise l'intégration de chacun

Le Parlement Européen peut jouer un rôle important dans la formation d'une politique européenne qui lutte pour une société inclusive.

Rejoignez **#ThePowerofVote**

www.thepowerofvote.eu

CENTRE | VIVRE APRÈS
PRIMO LEVI | LA TORTURE

 **JRS France**
accompagner · servir · défendre

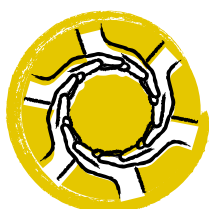
 **CERAS**
COMPRENDRE
POUR
AGIR

 **JRS**

Saviez-vous que ...



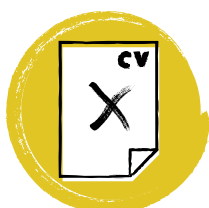
Comprendre et s'adapter au mode de vie d'un autre pays est un grand défi. Cela exige une motivation et un engagement personnel fort pour celui qui arrive, et l'ouverture et le soutien de la société qui accueille.



La majorité des demandeurs d'asile dans l'Union européenne entre 2015 et 2017 fuyaient la Syrie, l'Afghanistan, l'Irak, la Somalie ou l'Erythrée. Ces pays sont marqués par des conflits armés et des violations quotidiennes des droits de l'homme.



Partout en Europe, migrants font face à des discriminations dans tous les domaines, notamment dans la recherche



De nombreuses personnes, citoyens européens et exilés, s'engagent tous les jours pour construire des communautés plus accueillantes où chacun apporte sa contribution à la société.

L'UE et ses Etats membres devraient s'inspirer de ces initiatives pour construire une UE qui ne délaisse personne, en cohérence avec ses valeurs de solidarité et d'égalité.

#ThePowerofVote

Le Parlement européen peut jouer un rôle important dans la formation d'une politique européenne qui lutte pour une société inclusive.

Rejoignez-nous #CetteFoisJeVote !



Solidarité et égalité

des valeurs fondamentales
pour une société où chacun
est intégré

L'article 2 du traité sur l'Union européenne affirme les valeurs sur lesquelles l'UE est fondée :

"L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités. Ces valeurs sont communes aux États membres dans une société caractérisée par le pluralisme, la non-discrimination, la tolérance, la justice, la solidarité et l'égalité entre les femmes et les hommes."



Racisme et xénophobie

menacent l'inclusion sociale

Des manifestations racistes et xénophobes en hausse

Ces dernières années, le discours sur la migration en Europe a été de plus en plus dominé par une rhétorique raciste et xénophobe. Certaines forces politiques

ont systématiquement lié migration et questions sécuritaires, présentant les personnes issues de l'immigration comme une menace économique et un risque identitaire. Cela a pu nourrir les craintes et les sentiments anti-migration au sein des populations à travers l'Europe, même dans les pays où le nombre de migrants est faible comme en Pologne ou en Hongrie.

On constate que les discours s'appuient rarement sur des données réalistes. En ce qui concerne l'opinion, une enquête menée par la Commission européenne en 2018 montre que 61 % des citoyens de l'Union européenne considèrent qu'ils ne sont pas bien informés sur les questions d'immigration et d'intégration et 30 % déclare ne pas connaître la proportion d'immigrés dans la population totale. Cela peut expliquer en partie l'accueil réservé à certains discours anti-migration.

Un risque d'exclusion plus élevé pour les personnes issues de l'immigration

Dans ce contexte, il n'est pas surprenant que certaines personnes issues de l'immigration en Europe aient plus de difficultés que les citoyens européens à subvenir à leurs besoins élémentaires, tels que trouver un logement décent ou une activité rémunératrice.

Quelques statistiques : 48,8 % des non-citoyens européens entre 20 et 64 ans vivant dans l'UE sont menacés par la pauvreté, près de 25 % des migrants nés hors de l'UE vivent dans des logements surchargés et le taux de chômage des personnes nées hors de l'UE s'élève à 13,4 % tandis que le taux de chômage moyen au sein de l'Union européenne en 2018 atteignait 7 %.

Les causes de cette faible intégration sont multiples. Les difficultés rencontrées lors du voyage vers l'UE (traversées à pied, franchissement clandestin de frontières,

dépendance des passeurs,...) et la longueur des délais pour obtenir la protection internationale, sans possibilités de travailler ou d'apprendre la langue du pays, impactent les possibilités d'intégration ultérieures.

Les demandeurs d'asile et les réfugiés doivent également faire face à des discriminations du fait de leurs origines ethniques ou de leur parcours migratoire. C'est particulièrement marqué dans la recherche d'emploi ou dans l'accès au logement.



Un manque de volonté politique

pour créer de l'inclusion sociale

Plusieurs pays européens enregistrent actuellement des taux de chômage élevés et doivent résoudre une crise du logement qui touche leurs propres citoyens. C'est dans ce contexte qu'ils doivent mettre en place une politique d'intégration.

Améliorer l'intégration des nouveaux arrivants nécessite un effort de la part de la personne qui arrive et qui doit s'adapter à d'autres modes de vie, mais également un investissement de la part de la société qui accueille pour fournir l'accompagnement nécessaire à l'apprentissage de la langue, à l'accès au logement et à l'emploi.

En Europe, nous identifions peu de forces politiques qui impulsent l'intégration des réfugiés en tant qu'opportunité de croissance pour toute la société (force de travail, création d'emploi, ...).

Cette tendance est confirmée par certaines politiques adoptées par les Etats membres qui poussent délibérément les migrants,

y compris les demandeurs d'asile, vers l'isolement et même vers le dénuement.

Les nombreux changements de législation sur l'accueil intervenus en Italie à l'automne 2018 ont limité l'hébergement de demandeurs d'asile à des centres d'accueil collectifs, distincts des établissements d'accueil de taille modeste qui s'étaient pourtant avérés efficaces en termes d'inclusion sociale et d'intégration.

Un processus similaire a eu lieu en Belgique, où l'accueil à échelle réduite a été réservé ces dernières années aux demandeurs d'asile d'une nationalité comportant « une probabilité élevée d'obtenir une protection ». Cette pratique discriminatoire délibérée a pu priver certains demandeurs d'asile de meilleures chances d'intégration.

En France, les demandeurs d'asile n'ont pas accès au travail, même si une Directive européenne le prévoit. En fait, au bout de six mois de la demande d'asile, ils ne peuvent que demander une autorisation de travail, qui n'est délivrée qu'exceptionnellement. Ils font également face à des difficultés pour accéder aux formations professionnelles soumises au même régime d'autorisation de travail et ne bénéficient pas de dispositifs pour l'apprentissage du français.



Il est nécessaire d'investir dans

la construction de communautés inclusives

Les discours anti-migration omettent de mentionner que la migration apporte de la diversité, des talents, des compétences

et de nouvelles idées qui contribuent au développement de la société.

Les initiatives respectueuses des principes d'égalité et de solidarité ne doivent pas être destinées aux citoyens seulement mais à tout le monde. C'est ce qui permet à une société d'accueillir et de se développer.

L'expérience de JRS montre que, contrairement à ce qui est affirmé dans certains discours bruyants, il y a un vaste soutien à travers l'Europe en faveur de l'intégration des migrants et des réfugiés au sein de nos sociétés. L'engagement bénévole de nombreux citoyens dans des structures d'accueil et d'intégration en est un bel exemple.

Beaucoup de citoyens européens ainsi que des nouveaux arrivants, travaillent chaque jour pour construire des collectivités inclusives. Bien que la responsabilité d'accueillir, de protéger et d'organiser l'intégration des migrants et des réfugiés repose d'abord sur les autorités, l'engagement des citoyens est fondamental pour favoriser l'inclusion sociale. Il permet de créer des liens entre les différentes communautés et de combattre efficacement le racisme et la xénophobie. Cet engagement contribue également au développement de la société.

Le Parlement européen peut jouer un rôle crucial

en construisant une union fidèle à ses valeurs. Le soutien électoral de JRS Europe va à toute force politique qui travaille à l'inclusion des migrants et des réfugiés, et en particulier à ceux qui s'engagent à:

Mobiliser les expériences existantes et les bonnes pratiques au niveau des collectivités lors de l'adoption de politiques et de cadres favorisant l'inclusion sociale. Les politiques en faveur de l'intégration sont une réponse efficace au racisme et la xénophobie.

Favoriser le dialogue direct et la coopération entre les autorités et les initiatives citoyennes.

Donner la priorité au financement de projets d'inclusion larges réunissant aussi bien les migrants que les autres groupes locaux vulnérables.

Encourager les gouvernements nationaux à investir dans les initiatives à l'échelle des collectivités locales.

Simplifier les canaux de financement européens existant ou en créer de nouveaux dédiés pour permettre aux initiatives de taille modeste de candidater directement pour en bénéficier.

Promouvoir les politiques visant à favoriser la création d'établissements d'accueil pour demandeurs d'asile à taille humaine, favorables à l'inclusion par la proposition de formations linguistiques et professionnelles accessibles et engagés pour l'élimination de tout obstacle légal et administratif pour l'accès à l'emploi.

¹ Eurostat, Asylum and first-time asylum applicants by citizenship, age and sex Annual aggregated data (rounded), http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=migr_asyappctzm&lang=en [last accessed on 17/12/2018]

² Eurostat, Migrant integration 2017 edition, <https://ec.europa.eu/eurostat/documents/3217494/8787947/KS-05-17-100-EN-N.pdf/f6c45af2-6c4f-4ca0-b547-d25e6ef9c359> [last accessed 17/12/2018]

³ Eurostat, Unemployment rate by sex, age and country of birth, http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=lfsa_urgacob&lang=en [last accessed 17/12/2018]

⁴ EU Agency for Fundamental Rights, Second European Union Minorities and Discrimination Survey Main results, 2017, http://fra.europa.eu/sites/default/files/fra_uploads/fra-2017-eu-midis-ii-main-results_en.pdf [last accessed 17/12/2018]

#ThePowerofVote

#ThisTimeImVoting

The
power of
vote
EU

www.thepowerofvote.eu



This project is co-funded by
the European Union